

Brèves économiques

Afrique de l'Est et Océan Indien

Régional	Evolution de la situation sanitaire
Burundi	Naissance d'une nouvelle compagnie aérienne au Burundi
Comores	Contrat avec une société égyptienne pour la construction d'un hôtel 5 étoiles
Djibouti	Visite officielle du président djiboutien en France
Erythrée	Le potentiel inexploité du secteur de la pêche en Érythrée
Ethiopie	Dégradation de la note accordée à l'Éthiopie par 2 agences de notation
Kenya	Accord entre le Staff du FMI et les autorités kényanes pour un programme
Madagascar	Mission d'instruction du FMI pour l'octroi d'un programme de facilité élargie de crédit
Maurice	Mauritius Commercial Bank cède 80% de ses parts dans sa filiale ICPS
Ouganda	Pour la première fois depuis sept mois, les conditions commerciales se détériorent
Rwanda	Révision du budget 2020/21
Seychelles	La Banque centrale communique sur la solidité du secteur financier
Somalie	La Somalie émet à nouveau des immatriculation d'aéronefs et licences d'aviation
Soudan	Poursuite de la spirale inflationniste conjuguée à de fortes fluctuations du SDG
Soudan du Sud	Le gouvernement Sud-Soudanais introduit un nouveau billet de 1000 SSP
Tanzanie	L'inflation atteint 0,8 % en janvier 2021 en glissement mensuel, 3,5 % en g.a

Actualités Régionales

Covid-19 : Evolution de la situation sanitaire.

Après avoir diminué la semaine dernière (- 10 %), le nombre de nouveaux cas hebdomadaires dans la zone AEOI se stabilise cette semaine (+ 9 013 contre + 9 030) alors que le rythme mondial ralentit fortement pour la 3^{ème} semaine consécutive (- 14 %). Au Soudan, le nombre de nouveaux cas hebdomadaires diminue pour la 4^{ème} semaine consécutive (+ 168 contre +

Pays \ Date	Nombre de cas			Nombre de décès		
	31/1	7/2	14/2	31/1	7/2	14/2
Burundi	1 632	1 723	1 824	2	3	3
Comores	2 718	3 086	3 332	90	108	128
Djibouti	5 931	5 941	5 968	62	63	63
Erythrée	2 135	2 326	2 429	7	7	7
Ethiopie	137 021	141 453	145 704	2 091	2 145	2 181
Kenya	100 675	101 690	102 792	1 755	1 776	1 795
Madagascar	18 743	19 065	19 360	279	281	285
Maurice	568	584	595	10	10	10
Rwanda	15 118	16 337	17 267	193	217	236
Seychelles	1 186	1 504	1 892	3	6	8
Somalie	4 784	4 854	5 092	130	134	148
Soudan du Sud	3 961	4 355	5 310	64	65	74
Soudan	29 449	29 765	29 933	1 807	1 835	1 849
Tanzanie	509	509	509	21	21	21
Ouganda	39 553	39 821	40 019	324	327	328
Total AEOI	363 983	373 013	382026	6 838	6 998	7 136

316 et + 927). Pour la 2^{ème} semaine consécutive, le nombre de nouveaux cas hebdomadaires diminue au Rwanda et atteint 955 contre 1 219 et 2 471 les 2 dernières semaines. Au Soudan du Sud, la situation se détériore pour la 4^{ème} semaine consécutive avec 955 nouveaux cas (contre 394 au 07/02).

* Le nombre de cas reportés par l'OMS peut subir, compte tenu des délais de transmission, un léger décalage avec les données nationales, variable pour chaque pays. Aussi, la stabilité du nombre de cas en Tanzanie reflète l'arrêt de la comptabilisation par le gouvernement depuis fin avril.

Actualités pays

BURUNDI

Naissance d'une nouvelle compagnie aérienne au Burundi. Alors que la compagnie aérienne Air Burundi avait cessé ses activités en 2009 par manque de moyens, une nouvelle compagnie aérienne, *Burundi Airlines*, a été officiellement créée le 4 février 2021. Cette nouvelle compagnie nationale, dont 92 % est détenu par l'État, est issue de la fusion d'Air Burundi avec la Société burundaise de gestion des entrepôts et assistance des avions en escale (SOBUGEA). Le capital de la nouvelle compagnie est estimé à 6,4 MEUR, mais aucun avion n'a été acheté pour le moment. Bien que le Burundi ait pour objectif de devenir compétitif avec les autres pays de la région dans le secteur du transport aérien, les difficultés s'annoncent nombreuses.

COMORES

Contrat avec une société égyptienne pour la construction d'un hôtel 5 étoiles. Le gouvernement comorien vient de signer un contrat avec la société égyptienne *El Sewedy Electric* pour la construction d'un hôtel cinq étoiles d'une capacité de 115 chambres au nord de Grande Comores. Le gouvernement a transmis ce projet de contrat pour avis à la Banque mondiale afin de valider cet endettement public. Ce projet s'inscrit dans le plan de l'Emergence de l'Union des Comores à 2030 qui prévoit de faire du tourisme un des moteurs de la croissance du pays.

DJIBOUTI

Visite officielle du président djiboutien en France. Deux ans après la visite du Président Emmanuel Macron à Djibouti, le président djiboutien, Ismaïl Omar Guelleh s'est rendu en France les 11 et 12 février. Cette rencontre présidentielle a permis de consolider un partenariat de défense et de renforcer la coopération économique entre les 2 pays. A cet effet, plusieurs accords de coopération ont été signés : déclaration d'intention sur la promotion des investissements, concrétisation d'un investissement dans l'énergie renouvelable (Engie) et le tourisme (Accor), coopération décentralisée avec la Région Sud, ou encore une feuille de route sur la coopération et le développement de Djibouti (100 M EUR).

ERYTHREE

Le potentiel inexploité du secteur de la pêche en Érythrée. Afin de renforcer la sécurité alimentaire du pays, le gouvernement érythréen souhaite poursuivre le développement du secteur de la pêche. Actuellement, selon la presse érythréenne, le gouvernement soutient les petites pêcheries communautaires et leur fournit des installations telles que des chambres froides, des services de dessalement de l'eau, de l'électricité et des machines à glace en flocons pour les aider à répondre aux besoins alimentaires de leurs ménages et à augmenter leurs revenus. Les eaux qui bordent l'Érythrée abriteraient une population importante d'espèces maritimes diverses à forte valeur commerciale (136 espèces de mammifères, 90 reptiles et 19 espèces d'amphibiens). Néanmoins, celles-ci ont été peu exploitées depuis de la guerre d'indépendance.

ETHIOPIE

Difficile mesure de l'impact du conflit au Tigré sur l'économie éthiopienne. L'arrêt de l'activité économique liée au conflit engagé le 4 novembre au Tigré (5 à 6 M d'habitants et une contribution au PIB de 4-5 %) devrait avoir un impact modéré sur l'économie du pays. En raison de la fermeture d'usines, d'exploitations minières, de l'arrêt de la production agricole et de la chute de la demande interne, des sources de presse mentionnent un impact sur les exportations du pays (production agricole, notamment de sésame et industries exportatrices de textile et de minerai). En parallèle, malgré seulement 1,8 Md ETB de recettes fiscales collecté avant l'éclatement du conflit, le ministère des Revenus (MoR) reste convaincu

que l'impossibilité de collecter les impôts au Tigré aura peu d'impact sur ses performances annuelles. En effet, les contributions totales du Tigré prévues pour l'année fiscale 2020/21 serait de 8 Mds ETB sur un total de 290 Mds ETB, soit 2,7 % des recettes sur tout le pays. Début 2021, l'épidémie Covid19 et le conflit avec la région du Tigré semblent ne pas avoir de fortes conséquences sur les grands équilibres macroéconomiques de l'Éthiopie, mais les prochains mois seront décisifs pour déterminer leur impact. La communauté internationale insiste pour obtenir un accès plein et entier aux zones touchées par le conflit.

Dégradation de la note accordée à l'Éthiopie par 2 agences de notation. L'agence de notation Fitch a dégradé la note éthiopienne, le 9 février, de « B » à « CCC ». Le 13 février, l'agence S&P a suivi faisant passer la note du pays de « B » à « B- ». La révision à la baisse reflète l'annonce par le gouvernement éthiopien de son intention d'utiliser, au-delà de l'Initiative de suspension du service de la dette (DSSI), le *Common Framework* du G20 pour le traitement de la dette, qui soulèverait explicitement le risque d'un défaut selon les agences. Selon Fitch, la dette extérieure garantie par le gouvernement éthiopien s'est élevée à 25 Mds USD au cours de l'exercice fiscal éthiopien 2019/20. Sur ce montant, 3,3 Mds USD seraient dus à des créanciers privés, dont 1Md USD sous la forme d'Eurobond. Les entreprises d'État *Ethio Telecom* et *Ethiopian Airlines* représenteraient 3,3 Mds USD de dette supplémentaire envers les créanciers privés.

KENYA

Accord entre le Staff du FMI et les autorités kényanes pour un programme. Après une première mission virtuelle au Kenya du 27 octobre au 17 novembre 2020, les services du Fonds ont effectué une nouvelle mission de négociation du 4 au 15 février 2021. Les autorités kényanes et le FMI ont atteint un *Staff Level Agreement* pour un programme EFF/ECF de 38 mois pour un montant de 2,4 Mds USD assorti de revues trimestrielles. L'objectif est de remettre l'endettement du Kenya dans une trajectoire soutenable, avec une hausse des revenus fiscaux et une rationalisation des dépenses, tout en maintenant les dépenses sociales pour les plus vulnérables. Ce programme, attendu depuis 1 an, devrait être présenté au Conseil d'Administration du FMI à la fin du 1er trimestre 2021.

Leader de la production d'énergie géothermique en Afrique, le Kenya exporte son savoir-faire. Alors que le Kenya rejoindra prochainement les cinq premiers producteurs d'énergie géothermique au monde (capacité installée de 1 080 MW d'ici 3 ans), le producteur national d'électricité KenGen a signé un contrat de 6,5 MUSD pour le forage de trois puits géothermiques à Djibouti. L'accord signé avec l'Office Djiboutien de Développement de l'Énergie Géothermique (ODDEG) permettra à la société de continuer à exporter son expertise dans ce domaine. La société KenGen avait déjà remporté 2 contrats en Éthiopie en 2019, pour des services de conseil et de forage de puits géothermiques.

Le parlement britannique retarde la ratification de l'accord commercial avec le Kenya. La chambre des Lords (chambre haute du parlement britannique) a voté une proposition de sa commission des accords internationaux visant à prolonger de 21 jours la date limite de ratification, initialement fixée au 10 février, de l'accord commercial entre le Kenya et le Royaume-Uni. Le gouvernement britannique s'inquiète de ne pas avoir pris en compte l'impact de cet accord sur la cohésion régionale en Afrique de l'Est, où de nombreux pays critiquent le fait de ne pas avoir été inclus dans des négociations commerciales à portée plus régionale.

MADAGASCAR

Mission d'instruction du FMI pour l'octroi d'un programme de facilité élargie de crédit (FEC). Le FMI a annoncé le 12 février la fin de l'instruction d'un nouveau programme de facilité élargie de crédit (FEC) pour 320 MUSD en faveur de Madagascar, qui sera soumis à l'approbation de son Conseil d'administration. L'instruction s'est déroulée à distance par visio-conférence, sur quatre jours, en raison de la pandémie sanitaire. Le programme doit viser à la relance économique post-Covid-19 et à la reprise des réformes structurelles (renforcement du cadre monétaire et de la surveillance financière, amélioration de la gouvernance et de la lutte contre la corruption, mise en œuvre du plan de redressement de la Jirama).

MAURICE

Mauritius Commercial Bank cède 80% de ses parts dans sa filiale ICPS au profit du Marocain HPS.

Mauritius Commercial Bank (MCB) a annoncé le 9 février avoir cédé 80 % de ses parts dans sa filiale International Card Processing Service (ICPS Ltd), créée en 2008 et dédiée au traitement des transactions de paiement, au Marocain Hightech Payment Systems (HPS). HPS augmente ainsi ses parts dans ICPS de 20 % à 100 %, et poursuit sa stratégie de développement international après l'acquisition en 2010 du Français Acqualife (maîtrise et la performance des systèmes d'informations) et en janvier 2021 du Marocain IPRC (gestionnaire de guichets automatiques).

OUGANDA

Pour la première fois depuis sept mois, les conditions commerciales se détériorent.

Le secteur privé ougandais a connu une réduction des nouvelles commandes au cours du mois de janvier. Les exportations ont également été impactées avec une diminution des commandes au début de l'année 2021. L'indice PMI qui se compose des nouvelles commandes (30 %), de la production (25 %), de l'emploi (20 %), des délais de livraisons des fournisseurs (15 %) et des stocks d'achats (10 %) est passé de 51,2 en Décembre 2020 à 49,8 en Janvier 2021. Cette détérioration commerciale, qui a entraîné une baisse de l'emploi, résulte en partie du manque d'activité des clients et de l'incertitude propres à la période électorale. Avec la baisse des nouvelles commandes, les entreprises ont réduit leurs effectifs et leur activité d'achat tandis que les coûts globaux des intrants ont augmenté, pour le huitième mois consécutif. La hausse du prix matières premières pour le secteur privé s'est à son tour répercutée sur la hausse des prix de ventes, conduisant à une baisse de la demande et à une hausse des stocks d'achats. Les secteurs tels que la construction, les services et le commerce de gros et de détail ont été particulièrement affectés alors que les secteurs de l'agriculture et de l'industrie ont enregistré une croissance, conduisant, malgré tout, à une augmentation de la production globale, reflétant la confiance des entreprises dans la reprise de l'activité commerciale pour les mois à venir (selon une enquête réalisée par IHS Markit et sponsorisée par la banque Stanbic, près de 84 % des personnes interrogées ont exprimé des perspectives positives en début d'année).

RWANDA

Révision du budget 2020/21. Le ministre des Finances et de la Planification économique a présenté au Parlement, le 11 février, la révision du budget national, augmenté de 6,7 %, passant de 3,2 Mds USD à 3,4 Mds USD. Les principaux postes de dépense en augmentation sont la santé, le maintien de l'ordre, le soutien aux communautés et les prêts au secteur privé. Le gouvernement compte sur une forte augmentation des revenus domestiques grâce à de meilleures performances fiscales. Grâce à ce travail de relance, le Ministre prévoit une croissance économique de 5,7 % en 2021.

La liaison Kigali-New York opérée par Rwandair fera escale à Accra. RwandAir offrira des vols vers New-York dès décembre 2021 et a récemment demandé aux autorités aériennes américaines la permission de faire escale à Accra, qui deviendra ainsi le dernier point d'arrêt avant les Etats-Unis. Cela permettra d'assurer un plus haut taux de remplissage de la liaison. La compagnie aérienne pourra y atterrir sans frais, en vertu d'un accord aérien bilatéral entre le Rwanda et le Ghana. RwandAir prévoit d'effectuer ce vol en A330 mais n'en dispose que de deux, et a récemment annulé sa commande auprès d'Airbus en raison de difficultés liées à la pandémie. La compagnie opérera donc des engins en location avec équipage (*wet-lease*).

SEYCHELLES

La Banque centrale communique sur la solidité du secteur financier. Au cours d'une conférence de presse en date du 12 février, la gouverneure de la Banque centrale des Seychelles, Caroline Abel, a mis en avant la solidité du secteur financier malgré le contexte de la pandémie. Elle a également évoqué des bons du Trésor mis en place par le gouvernement pour le budget 2021 et a déclaré que des souscriptions d'une valeur de 34 MUSD avaient été déposées par des entreprises privées, des particuliers et des institutions financières. La gouverneure a également déclaré que les Seychelles disposaient d'une réserve de changes de 536 MUSD, et que cette réserve peut financer le pays pendant 18 mois.

SOMALIE

La Somalie émet à nouveau des immatriculations d'aéronefs et licences d'aviation. L'autorité de l'aviation civile somalienne, basée à l'aéroport d'Aden Adde, a repris l'émission d'immatriculations et de licences dédiée au secteur aéronautique, pour la première fois depuis 30 ans. Les compagnies *Hala Airlines* et *Freedom Airlines* ont été les premières à bénéficier de cette reprise d'activité. Depuis les années 1990, les compagnies aériennes locales étaient enregistrées au Kenya et en Ethiopie principalement. Pour rappel, la gestion de l'espace aérien somalien, sous contrôle des Nations Unies depuis 1993, a été transférée à l'aviation civile somalienne en 2018. Le secteur aéronautique somalien connaît plus globalement une nouvelle dynamique depuis plusieurs années, avec la construction de l'aéroport de Bosaso de Galkayo et la rénovation des aéroports de Garowe, Hargeisa et Barawe.

SOUDAN

Poursuite de la spirale inflationniste conjuguée à de fortes fluctuations du SDG. Le Bureau central des statistiques a publié le nouveau taux d'inflation pour le mois de janvier qui s'établit à 234 % en glissement annuel, soit une progression de 35 points par rapport à son niveau de fin décembre. C'est la catégorie « produits alimentaires et boissons » qui a connu l'augmentation la plus élevée, soit 42 points. Depuis la semaine dernière, le SDG connaît d'importantes fluctuations. Après une appréciation rapide, qui s'est traduite par un taux de 330 SDG/USD, liée à une annonce non confirmée d'un dépôt d'un pays arabe de 500 MUSD auprès de la Banque centrale du Soudan, le SDG est progressivement revenu à son cours parallèle de départ de 400 SDG/USD. Le SDG semble ainsi poursuivre sa dévaluation, alors même que la communauté internationale milite pour une unification rapide avec le taux de change officiel, maintenu artificiellement à 55 SDG/USD, et ce dans le cadre du programme FMI.

SOUDAN DU SUD

Le gouvernement Sud-Soudanais introduit un nouveau billet de 1000 livres sud-soudanaises (SSP). Dans un contexte économique marqué par une forte inflation, le gouverneur de la Banque Centrale, Dier Tong Ngor, assure que l'impression de ces billets, qui représentent désormais la plus grosse coupure du pays, devrait renforcer la monnaie locale par rapport au dollar. A noter une inadéquation persistante entre le taux de change SSP-USD officiel de la banque centrale et le taux de change pratiqué au marché noir (610 SSP vs 180 SSP pour 1 USD), encourageant les trafics spéculatifs.

TANZANIE

L'inflation atteint 0,8 % en janvier 2021 en glissement mensuel, 3,5 % en g.a. Cette hausse des prix est principalement attribuée à celle du secteur du divertissement, du sport et de la culture (3,2 %), des soins de santé et soins personnels (2,2 %) et des meubles et équipements électroménagers (2,2 %). Les prix de l'alimentation et boissons non alcoolisées se replient (-0,4 % après +1,5 %). En glissement annuel, les prix ont augmenté de 3,5 % en janvier 2021, portés par la hausse de 7,3% des prix liés au logement (électricité, gaz, eau et combustibles).

Les véhicules importés seront, à partir du 1er mars, inspectés par les autorités locales. Tous les véhicules importés seront inspectés au port de Dar Es Salam par le *Tanzania Bureau of Standards* (TBS). Jusqu'ici, l'inspection était réalisée à l'étranger au Japon et à Dubaï, en amont de l'exportation en Tanzanie. Le but de l'opération est de créer un savoir-faire et des emplois tanzaniens ainsi qu'une source de revenus : les frais d'inspection de 150 USD par véhicule, payés aux pays qui exportaient les véhicules, seront dorénavant payés en Tanzanie.

De belles performances prévues en 2020/2021 pour la filière du thé. Selon le *Tea Board of Tanzania*, le pays devrait récolter 40 000 tonnes de feuilles de thé durant la saison 2020/2021 contre 28 000 tonnes en 2019/2020. Ces performances s'expliquent par une météo clémente et par les actions menées dans le cadre du programme de développement de la filière, qui ambitionne de récolter 60 000 tonnes de feuilles de thé par an à l'horizon 2025. Parmi les mesures mises en place, figurent, entre autres, la relance des plantations abandonnées, l'extension des surfaces cultivées et l'incitation aux producteurs à rejoindre les coopératives pour bénéficier d'un meilleur accès aux engrais.

L'entreprise française Lagardère Travel Retail remporte une concession pour le Duty Free dans l'aéroport international de Dar Es Salam. La *Tanzanian Airports Authority* a confié à la joint-venture formée par *Lagardère Travel Retail* et *Bevco Limited*, distributeur tanzanien de spiritueux, la concession pour deux magasins Duty Free dans le nouveau terminal 3 de l'aéroport international Julius Nyerere de Dar es Salam.

CONTACTS

SER de NAIROBI

Kenya, Somalie, Burundi

Page pays : [Kenya](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN Jerome.BACONIN@dgtresor.gouv.fr



SE de TANANARIVE

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr



SE D'ADDIS ABEBA

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr



SE de KAMPALA

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr



SE DE DAR ES SALAM

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Philippe GALLI Philippe.GALLI@dgtresor.gouv.fr



SE de KHARTOUM

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS Rafael.SANTOS@dgtresor.gouv.fr



AMBASSADE DE FRANCE AU RWANDA

Rwanda

Ambassade de France au Rwanda : <https://rw.ambafrance.org/>

Contact : Lina BEN HAMIDA lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

